## TIZI-OUZOU

# Les villageois d'Igreb ferment l'APC d'Illoula Ou Malou

***L'APC d'Illoula ou Malou, 65 km au sud-est du chef-lieu de wilaya de Tizi-Ouzou, est fermée depuis dimanche dernier par les citoyens du village Igreb.***

Les villageois motivent cette décision prise à l'issue d'une AG par la marginalisation dont ils se disent victimes de la part des autorités compétentes, «en l'occurrence l'APC» qui tourne, selon eux, le dos à leurs doléances en les excluant des différents plans de développement (PCD et PSD).

S'exprimant en tant que porte-parole du village, un membre du comité égrène dans l'ordre des priorités les projets en suspens qui concernent le dallage des ruelles, la salle de soins, les pistes, «l'abandon» des chantiers d'AEP, la réfection du réseau en PHD, le désenclavement du village, tout comme un certain nombre d'autres projets qui n'auraient pas été honorés par l'APC.

Dans une déclaration parvenue à notre rédaction, ils dénoncent «énergiquement ces pratiques archaïques et primitives de clanisme et de tribalisme afin d'aspirer à une gestion communale pour tous, sans marginalisation aucune…). Menaçant de recourir à des actions plus radicales avec le renfort d'autres villages, si leurs revendications demeurent lettre morte, ils refusent tout dialogue avec l'APC et la daïra dont les responsables se sont déplacés sur les lieux.

En revanche, les protestataires exigent un audit «pour vérifier la véracité de cette hogra dans les PCD de ces 5 dernières années» comme préalable à l'ouverture de l'APC.

Le P/APC d'Illoula affirme d'emblée que les revendications d'Igreb sont sans fondement et que la commune n'a jamais marginalisé ce village «bilans à l'appui». La piste demandée sera prise en charge dans le cadre de la DAS avec cette cagnotte de 195 millions de centimes alloués dans le cadre de ce programme, tout comme le foyer de jeunes et la salle polyvalente inscrite en 2012.

Le P/APC s'insurge enfin «contre les accusations de marginalisation» soutenant que Igreb «a toujours été bien servi» et ses membres reçus avec ferveur en audience. Il en veut pour preuve les bilans annuels présentés publiquement et débattus par la population.

**S. Hammoum**

# L'administration communale de Tizi-Gheniff paralysée par une grève

***Le personnel de l'administration communale de Tizi-Gheniff (dans la wilaya de Tizi-Ouzou) a entamé lundi une grève de trois jours pour réclamer «le versement de la totalité des rappels et primes de rendement accumulés depuis janvier 2008», à l'appel de la section locale du Syndicat nationale autonome des personnels de l'administration publique (Snapap).***

Les protestataires sont ainsi passés à l'action après l'expiration de l'«ultimatum de quatre jours accordé à la trésorerie intercommunale de Tizi-Gheniff afin de procéder au virement desdits rappels».

Le président de ladite section syndicale, M. Amazouz, nous a affirmé dans la soirée de dimanche dernier que «les fonctionnaires concernés n'ont perçu que la première tranche des rappels».

Ce mouvement de débrayage ayant paralysé pratiquement tous les services de l'administration communale semble porter ses fruits, nous avons appris d'une source au fait du dossier que «la deuxième tranche des rappels sur salaire a été versée ce matin (lundi matin, ndlr) et il ne reste maintenant que ceux de la prime de rendement».

Notons enfin que le trésorier intercommunal de Tizi-Gheniff, que nous avons approché pour savoir les raisons de ce retard, s'est refusé à tout commentaire et nous a orienté vers la direction régionale du Trésor à Boumerdès, dont relève la trésorerie locale.

**Kaci Moussa**

# Décès de deux chauffeurs de l'APC de Bouzeguène dont un par suicide

C'est un véritable drame qui s'est abattu cette semaine sur l'APC de Bouzeguène qui déplore la disparition de deux chauffeurs communaux à quelques heures d'intervalle alors qu'un autre agent communal est hospitalisé pour cause de graves blessures, mettant la localité en émoi.

Ainsi, après l'inhumation hier de A. H., un septuagénaire décédé des suites d'un accident de la circulation survenu après que le camion à ordures qu'il conduisait se soit renversé à Azaghar, voilà qu'une autre nouvelle est tombée hier comme un couperet après la découverte du cadavre de son ami et collègue de travail, un quinquagénaire répondant aux initiales de A. B. qui, d'après les informations en notre possession, a mis fin à ses jours.

La malheureuse victime n'avait plus donné signe de vie depuis dimanche, soit après l'annonce du décès du conducteur du camion à ordures. Une enquête est en cours pour déterminer les circonstances exactes de sa mort.

Il est à noter que l'APC de Bouzeguène a eu à déplorer par le passé la tragique disparition par accident de quatre fonctionnaires et élus, dont un maire et un vice-président.

**S. Hammoum**

## BÉJAÏA

# Protestation des travailleurs et des parents d'élèves du lycée d'Adekar

***Sous le slogan «Fini les promesses, on veut du concret !», des parents d'élèves, des enseignants et les travailleurs du lycée d'Adekar ont procédé, avant-hier, à la fermeture du siège de la direction de wilaya de Béjaïa.***

A travers leur action, les protestataires veulent protester contre «l'état de délabrement» dans lequel se trouve leur lycée. Le personnel du lycée d'Adekar et les parents d'élèves reprochent aux pouvoirs publics leur «inaction» dans la prise en charge de leurs préoccupations malgré leurs «multiples engagements», dénonce le collectif du lycée dans une déclaration. Les protestataires se plaignent des «mauvaises conditions de restauration, les travaux d'étanchéité qui s'éternisent et l'absence des moyens de chauffage dans cette région montagneuse». «Un projet de construction de six classes, promis plusieurs fois, tout comme l'entame des travaux de réalisation d'un nouveau lycée à Adekar tardent à voir le jour», fulminent les membres dudit collectif.

Par ailleurs, en marge du rassemblement, une réunion a regroupé le directeur de l'éducation, des responsables des services techniques concernés, les parents d'élèves et le collectif des travailleurs du lycée et au cours de laquelle le directeur de l'éducation a réitéré ses engagements à prendre en charge les doléances des protestataires.

**A. K.**

## 6es JOURNÉES EUROMAGHRÉBINES DE LA COMMUNICATION PUBLICITAIRE

# La publicité en débat

La pub revient cette année avec une autre thématique : «Enjeux et grands défis de la publicité de demain». Une manifestation qui se tiendra sous le patronage du ministre de la Communication et se déroulera à l'hôtel Sofitel les 23 et 24 avril prochains à l'initiative de RH.international communication. Un rendez-vous annuel qui éclaire tout un métier. Il faut savoir que déjà en 2011, lors des précédentes journées, il a été signalé que les recettes publicitaires brutes représentent environ 0,13 % du PIB et 0,28 % du PIB, hors hydrocarbures.

Dans les pays développés, cette part est de 5 à 10 fois plus importante et constitue un vrai pan de leur économie. Chez nos voisins marocains, les investissements publicitaires sont 4 fois plus élevés. Dans l'absolu et au regard des potentialités et des forces vives de l'Algérie, nous sommes appelés à devenir la locomotive de l'Afrique du Nord, mais cette année, il est permis de constater que la pub perd un peu de sa couleur, estime-t-on de même source. «Les grands groupes internationaux de communication et leurs filiales sont directement ou indirectement représentés en Algérie, le premier, Interpublic, et le réseau Mc Cann étant présents depuis 10 ans ; WPP, Havas, Publicis, Omnicom, Dentsu sont tous présents aujourd'hui. C'est un signe significatif sur l'évolution qu'a connue notre pays». Parmi les quelques thèmes qui vont dominer ces journées, on relèvera : contexte quantitatif du marché de la publicité en Algérie, historique et perspectives. Les quotidiens, les annonceurs et la publicité, modèles économiques de chaînes de télévision thématiques, la communication touristique : les secrets d'une réussite.

On abordera, pour la première fois à cette occasion, le lancement en Algérie de la 9e version du code consolidé ICC sur les pratiques de publicité et de communication commerciale. Audiences politiques de commercialisation publicitaire au Maghreb et plus particulièrement en Algérie. Place de l'Algérie au sein d'un marché publicitaire devenu globalisé. L'évolution de la communication avec les nouveaux médias, ainsi qu'un focus sur la communication après les révolutions du Printemps arabe ou encore l'émergence de la télévision sur internet. Conséquences sur la mesure d'audience et les revenus publicitaires. Mondialisation, communication et diversité culturelle. Enfin, outre l'intervention de nos professionnels des médias notamment télé, éditeurs, agences conseils en communication, figurent parmi les experts et pour la première fois en Algérie, de Dominique Wolton, du P-dg de EuroRscg, de la chaîne TV5, du DG de l'ARPP, du DG de l'agence de Bruxelles Advertising Arts. Une occasion de rencontres entre agences, annonceurs et médias de tous horizons autour d'un thème d'actualité générique.

**R. E.**

## BOUIRA

# Des habitants d'un bidonville assiègent l'APC de Aïn Turk

Plusieurs dizaines de jeunes du bidonville situé en plein-centre ville de la commune de Aïn Turk, 10 km au nord-ouest de Bouira, ont procédé depuis dimanche à la fermeture du siège de leur APC pour protester contre le retard mis dans leur recasement. D'après ces citoyens rencontrés hier sur les lieux, ils sont près de 80 familles vivant dans des maisons datant de l'ère coloniale. L'APC, qui avait procédé déjà au recasement d'une partie des familles vivant dans ce bidonville et qui avait démoli leurs habitations après leur recasement, avait promis de poursuivre l'opération de recasement jusqu'à l'éradication de ce bidonville.

Dimanche dernier, les dizaines de familles qui avaient fermé le siège de l'APC l'ont fait justement pour dénoncer les engagements non tenus des responsables de l'APC et ceux de la daïra de Bouira de laquelle dépend cette commune, et qui avaient promis leur recasement au plus tard le 21 mars dernier. Ce d'autant, rappellent-ils, que la nouvelle cité devant les abriter est érigée en face de ce bidonville et les travaux étaient achevés depuis plus de trois mois.

Hier, sur les lieux, nous avons pu constater la précarité dans laquelle vivent ces dizaines de familles, alors que des logements flambant neufs étaient à quelques mètres et n'attendent que la décision de la daïra pour en prendre possession. D'après ces familles, même si pour le moment, il n'y a que 50 logements, il suffit à la daïra de procéder au recasement dans la transparence ; les familles qui ne seront pas retenues peuvent attendre en toute sérénité les prochains logements qui sont en construction.

**Y. Y.**

# Les propriétaires des fusils de chasse reviennent à la charge

Hier, et pour la énième fois, des dizaines de propriétaires des fusils de chasse se sont donné rendez-vous à la place des Martyrs de Bouira pour une marche pacifique vers le siège de la wilaya afin de rappeler au wali ses derniers engagements concernant la restitution de leurs armes. Ainsi, après avoir arpenté le principal boulevard menant vers la wilaya, les protestataires se sont rassemblés devant le siège de la wilaya en déployant des banderoles qui en disent long sur leur ras-le-bol.

Le porte-parole des protestataires a rappelé sur place les dernières recommandations du wali et son engagement quant à la restitution imminente des fusils de chasse qui sont toujours au niveau des brigades de Gendarmerie nationale de la wilaya, comme première étape avant de passer à la deuxième étape qui consiste à rapatrier les fusils de chasse qui ont été transférés vers d'autres wilayas et les restituer à leurs propriétaires. Le porte-parole a dénoncé le retard mis dans la restitution de cette partie de fusils de chasse existant sur le territoire de la wilaya. D'autant que d'après les dernières informations, ce retard serait intimement lié aux législatives prochaines. Finalement, la délégation, qui a été reçue par le chef de cabinet du wali, a été rassurée. Les fusils de chasse seront restitués dans les prochains jours comme promis par le wali. Mais les protestataires, plusieurs fois bernés, se sont donné rendez-vous pour dimanche prochain à la même place jusqu'à la restitution totale de ces fusils de chasse dont le nombre avoisinerait les 9 500 pour la seule wilaya de Bouira.

**Y. Y.**

## SIDI-BEL-ABBÈS

# Les recalés d'un concours manifestent devant l'APC de Oued Zaourira

Dans la journée de dimanche dernier, des dizaines de jeunes, recalés lors du concours organisé par la Fonction publique à Chlef, ont manifesté leur mécontentement à Oued Zaourira dans le sud de la wilaya de Sidi-Bel-Abbès. Selon nos sources, ces jeunes diplômés, en quête d'un poste permanent, s'étaient présentés au concours dans le wilaya de Chlef. Mais à l'issue de l'affichage des résultats du concours, les candidats ont appris qu'ils ont été recalés. En colère, ils se sont dirigés vers le siège de l'APC de Oued Zaourira qu'ils ont fermé avant de l'assiéger, contestant ainsi les résultats du concours.

Les autorités locales devaient aller à leur rencontre pour tenter de trouver une solution au mouvement de contestation dans l'après-midi.

**A. M.**